



## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

---

**Location de modulaires, y compris études et travaux  
afférents à leur installation, pour la continuité du CMPI et  
CATTPI de Vétraz Monthoux**

---

Date et heure limites de réception des offres :

**15 septembre 2025 à 16h00**

Pouvoir adjudicateur :

**Centre Hospitalier Alpes Léman**  
**Etablissement support du GHT Léman - Mont-Blanc**  
558 route de Findrol  
BP 20500  
74130 CONTAMINE SUR ARVE

Etablissement bénéficiaire :

EPSM 74  
530 rue de la Patience  
74805 La Roche sur Foron

## SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| 1 - Objet et étendue de la consultation .....                    | 3  |
| 1.1 - Objet.....   | 3  |
| 1.2 - Mode de passation.....                                     | 3  |
| 1.3 - Type et forme de contrat.....                              | 3  |
| 1.4 - Décomposition de la consultation .....                     | 3  |
| 2 - Conditions de la consultation.....                           | 4  |
| 2.1 - Délai de validité des offres .....                         | 4  |
| 2.2 - Forme juridique du groupement.....                         | 4  |
| 2.3 - Variantes.....   | 4  |
| 3 - Conditions relatives au contrat .....                        | 4  |
| 3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....                | 4  |
| 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement ..... | 5  |
| 3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....                | 5  |
| 4 - Contenu du dossier de consultation.....                      | 5  |
| 5 - Présentation des candidatures et des offres.....             | 5  |
| 5.1 - Documents à produire .....                                 | 5  |
| 5.2 - Visites sur site .....                                     | 7  |
| 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....               | 7  |
| 6.1 - Transmission électronique .....                            | 7  |
| 6.2 - Transmission sous support papier .....                     | 8  |
| 7 - Examen des candidatures et des offres.....                   | 8  |
| 7.1 - Sélection des candidatures.....                            | 8  |
| 7.2 - Attribution du marché .....                                | 9  |
| 7.3 - Suite à donner à la consultation .....                     | 9  |
| 8 - Renseignements complémentaires .....                         | 10 |
| 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact .....        | 10 |
| 8.2 - Procédures de recours.....                                 | 10 |

## 1 - Objet et étendue de la consultation

### 1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Location de modulaires, y compris études et travaux afférents à leur installation, pour la continuité du CMPI et CATTPI de Vétraz Monthoux

L'EPSM 74 réalisera prochainement une opération de rénovation lourde du pôle enfant de VETRAZ MONTHOUX (CMPI et CATTPI). Afin de faciliter les travaux et de réduire au maximum les nuisances, l'EPSM 74 souhaite délocaliser l'activité dans des bâtiments modulaires installés provisoirement sur un site situé à 200m environ.

Le titulaire du marché est informé que le Centre Hospitalier Alpes Léman, établissement support du GHT Léman Mont Blanc, passe le marché dans le cadre de sa compétence légale (article L.6132-2-5°a) du code de la Santé Publique) au bénéfice de l'établissement bénéficiaire. A ce titre, l'établissement support mène la procédure de passation et signe le marché pour le compte de l'établissement partie bénéficiaire, maître d'ouvrage. Cet établissement est pour sa part, responsable de l'exécution du marché à l'exception de la passation d'éventuels avenants.

Lieu(x) d'exécution :

EPSM74 - pôle enfant de VETRAZ MONTHOUX (CMPI et CATTPI)  
74100 Vétraz Monthoux

### 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

### 1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

La conclusion et l'acceptation du présent marché ne sauraient en aucune manière constituer pour l'entreprise titulaire un monopole de fait ou lui conférer une exclusivité sur toute prestation analogue pouvant concerner les membres du GHT.

En fonction de leur importance, de leur nature d'opération, de l'urgence, de leur caractère particulier ou pour toute autre raison présentant un intérêt financier, technique ou administratif, dont l'administration restera seule juge, des prestations analogues pourront être exclues du présent marché y compris si elles concernent le même établissement.

### 1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants : Pour des raisons tant techniques qu'opérationnelles, ce marché n'est pas alloti. Ce marché contient à la fois la fourniture des modulaires et les travaux nécessaires à leur mise en œuvre. Il a été décidé de ne pas alloter plus finement en raisons de difficultés qui seront rencontrées sur l'opération.

En effet, la gestion différenciée par plusieurs titulaires pose des problèmes de synthèse, de gestion des réservations et raccordements, et de limite de prestation et de responsabilité.

L'exécution du marché est soumise aux conditions techniques décrites dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) définissant l'ensemble des prestations à réaliser.

Sans préjuger de la description des tâches détaillées dans les articles du présent CCAP et du CCTP, le titulaire est responsable tous les jours de ses obligations contractuelles.

## 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

| Code principal | Description                       |
|----------------|-----------------------------------|
| 44211100-3     | Bâtiments modulaires préfabriqués |

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 5 mois à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

### 2.3 - Variantes

1/ Les surfaces des pièces

Les surfaces indiquées dans le tableau de surface concernent des surfaces « cible » de fonctionnement.

Aussi, il appartient au candidat dans une perspective d'optimisation technico-financière de proposer des surfaces qu'il juge pertinentes au plus proches des surfaces « cible » en offre de base et permettant le fonctionnement indiqué au cahier des charges dans le respect des normes et réglementations en vigueur pour l'établissement concerné. **Il n'est pas permis de présenter d'offre variante portant sur la surface.** Un écart limité et justifié en offre de base à la surface cible, caractérisé par l'optimisation précitée, ne sera pas considéré comme une variante.

2/ La qualité des équipements mis en place

**Outre l'offre de base en matériel neuf pour laquelle la réponse est obligatoire,** il sera accepté à titre d'offre variante, une offre présentant des matériels de réemploi garantissant les qualités thermiques, d'accessibilité, de sécurité et toute norme ou réglementation en vigueur applicable au type d'établissement concerné et répondant au besoin précisé dans le dossier de consultation. **Une seule offre variante est permise.**

**Il ne sera pas accepté d'offre variante portant sur d'autres points.**

## 3 - Conditions relatives au contrat

### 3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le marché prend effet à compter de sa date de notification sauf indication contraire dans celle-ci.

L'exécution des prestations qui en sont issues débutera à réception de l'ordre de service émis par l'établissement bénéficiaire.

La durée du marché se confond avec la durée d'exécution des prestations suivantes :

- émission de l'ordre de service initial
- durée des études et obtention du permis de construire,
- durée des travaux, raccordement, ...
- durée de fabrication des modulaires, ainsi que leur aménagement et installation,
- durée de location des modulaires.
- durée d'enlèvement des modulaires et de remise en état du site

- Le délai d'exécution de la phase études, et de mise en place des bâtiments modulaires est fixé dans le planning proposé par le candidat, sans que cette dernière phase ne dépasse le mois de JUIN 2026
- La durée de location des modulaires est fixée à 18 mois. Elle pourra être adaptée à la hausse comme à la baisse dans le cadre des clauses de réexamen précisées au CCAP.
- Le délai d'exécution de la phase enlèvement, remise en état est fixé dans le planning proposé par le candidat.

### 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Financement sur fonds propres selon les règles de la comptabilité publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

### 3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

## 4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) et la trame de mémoire technique annexée
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- L'annexe financière
- Le tableau des surfaces
- L'attestation de visite
- une étude de sol de type G1 PGC (NORME NF P 94-500 de novembre 2013) établie par le cabinet AMO-GEO en date du 28 mars 2024
- un rapport et un plan d'investigations complémentaires établis par GEOPROCESS en date du 29 janvier 2024
- un levé topo en format DWG et PDF établi par le cabinet CARRIER en date du 16 janvier 2024
- un plan de recollement

Il est remis gratuitement à chaque candidat. Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

| Libellés   | Signature |
|--|-----------|
| Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner      | Non       |
| Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail | Non       |

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

| Libellés  | Signature |
|---|-----------|
| Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles | Non       |
| Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels   | Non       |

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

| Libellés   | Signature |
|--|-----------|
| Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années  | Non       |
| Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat | Non       |

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

| Libellés   | Signature |
|--|-----------|
| L'acte d'engagement (AE) et ses annexes  | Non       |
| L'annexe financière  | Non       |
| Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat :<br>- selon trame de mémoire technique annexée au présent règlement<br>- avec les plans et tout document jugé utile par le candidat pour la compréhension de son offre, fiches techniques<br>- tableau de surface complété | Non       |
| Planning global d'intervention optimisé (y compris les études et le dossier de PC, les temps de fabrication, etc.)   | Non       |
| Un certificat de visite des locaux (nom et téléphone des personnes à contacter)  | Non       |

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 5.2 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière. Les conditions de visites sont les suivantes : Il est précisé que les visites pourront être groupées.

Les visites auront lieu sur site :

- **Mercredi 30 juillet 2025 – 9h00 ;**
- **Mercredi 3 septembre 2025 – 9h00**

Les candidats devront s'identifier et s'inscrire au préalable par écrit auprès de : Marc JOSSERMOZ – Responsable travaux

Mail : [jossermoz-m@ch-epsm74.fr](mailto:jossermoz-m@ch-epsm74.fr)

Une attestation de visite sera remise à cette occasion.

## 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

**LORS DU DEPOT, LE CANDIDAT DOIT IMPERATIVEMENT RENSEIGNER SUR LE PROFIL D'ACHETEUR UNE ADRESSE MAIL VALIDE PENDANT TOUTE LA DUREE DE LA CONSULTATION ;**

**CELLE-CI PERMETTRA AU POUVOIR ADJUDICATEUR LA TRANSMISSION DE TOUTE INFORMATION, LES DEMANDES COMPLEMENTAIRES DE TOUTE NATURE (REGULARISATION LE CAS ECHEANT, TENUE DE L'OFFRE, ...), NOTIFICATION DE DOCUMENTS, DECISION, ...**

**LE CANDIDAT FERA SON AFFAIRE DE TOUT PARAMETRAGE DE SA MESSAGERIE (SPAMS, INDESIRABLES, ...) ET FERA PREUVE DE TOUTE DILIGENCE DANS LA CONSULTATION DES ECHANGES PRODUITS SUR LE PROFIL D'ACHETEUR.**

**IL NE POURRA EMMETTRE AUCUNE RECLAMATION SUR CE POINT S'IL VENAIT A NE PAS PRENDRE CONNAISSANCE D'UN QUELCONQUE ECHANGE.**



**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

### 6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

**Centre Hospitalier Alpes Léman**  
**Cellule juridique des contrats**  
**558 route de Findrol**  
**BP 20500**  
**74130 CONTAMINE SUR ARVE**

Aucun format électronique n'est imposé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Dans ce cadre les limites sont :

- Formats de fichiers envoyés ne pourront être que : .doc ou .docx / .ppt / .xls ou .xlsx / .rtf / .pdf
- Ne pas utiliser certains formats notamment les .exe et les formats vidéo
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les macros
- Traiter avec un anti-virus la charge du candidat l'ensemble des fichiers transmis

La taille maximum souhaitée pour un pli électronique est de 15 Mo.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

## **6.2 - Transmission sous support papier**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

# **7 - Examen des candidatures et des offres**

## **7.1 - Sélection des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.



## 7.2 - Attribution du marché

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

| Critères   | Pondération |
|--|-------------|
| <b>1-Prix des prestations</b>  | <b>40%</b>  |
| <b>2-Valeur technique</b>  | <b>30%</b>  |
| Méthodologie pour l'exécution du marché  | 20 points   |
| Moyens nécessaires à l'exécution des missions  | 20 points   |
| Composition et aménagements intérieurs   | 20 points   |
| Qualité des bâtiments modulaires   | 20 points   |
| Plan de composition modulaire  | 20 points   |
| <b>3-Délais</b>  | <b>20%</b>  |
| Pertinence du planning prévisionnel, organisation et optimisation des délais   | 100 points  |
| <b>4-Performances en matière de protection de l'environnement</b>  | <b>10%</b>  |
| Qualité environnementale du matériel proposé : impact fabrication et fin de vie, qualité thermique en saison chaude et froide (moindre consommation énergétique) | 70 points   |
| Qualité environnementale de la prestation : production de déchets, gestion des déchets, consommations maîtrisées   | 30 points   |

Mise au point : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à une mise au point du marché avec le titulaire. Conformément à la réglementation en vigueur, cette mise au point ne pourra intervenir que si les modifications en découlant ne remettent nullement en cause les caractéristiques substantielles, notamment financières, du marché ainsi que les conditions initiales de la mise en concurrence. Cette mise au point donnera lieu à l'établissement d'un écrit qui sera annexé à l'offre, l'ensemble constituant l'acte d'engagement au sens de l'article R. 2152-13 du Code de la commande publique.

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

## 7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

## 8 - Renseignements complémentaires

### 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### 8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Grenoble

2 place de Verdun

BP 1135

38022 GRENOBLE CEDEX 1

Tél : 04 76 42 90 00

Télécopie : 04 76 51 89 44

Courriel : [greffe.ta-grenoble@juradm.fr](mailto:greffe.ta-grenoble@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Grenoble

2 place de Verdun

BP 1135

38022 GRENOBLE CEDEX 1

Tél : 04 76 42 90 00

Télécopie : 04 76 51 89 44

Courriel : [greffe.ta-grenoble@juradm.fr](mailto:greffe.ta-grenoble@juradm.fr)